

Syndicats présents : Sud Chimie (1), Sud Ptt (3), Snui (1), Sud Education (1), Sud Santé sociaux (2)
Excusés : Sud ANPE

1. Développement de SOLIDAIRES 29:

Plusieurs syndicats, notamment les plus « petits » ont des difficultés récurrentes (manque de droit syndical) pour participer aux réunions mensuelles départementales. Nous espérons que la campagne prud'hommes 2008, et notre volontarisme pour faire fonctionner les UL vont aider à associer plus et mieux tout ce qui fait la richesse de Solidaires. L'interpro. est plus que jamais indispensable vu le niveau des coups portés actuellement contre tous les acquis des 50 dernières années, nous devons nous rassembler pour gagner sur la représentativité. Nous avons récemment pu prendre des contacts soit avec de nouveaux syndicats, soit avec des salariés souhaitant nous rejoindre, comme dans la santé à la clinique de la Baie où une nouvelle section compte déjà 30 syndiqués.

Pas moins de 16 syndicats appartenant à SOLIDAIRES sont présents aujourd'hui dans notre département: Sud PTT, SNUI (Impôts), Sud Education, Sud Chimie (Nobel Sport), Sud CAM (Crédit Agricole Mutuel), Sud Santé-Sociaux (Hôpitaux, santé, maisons de retraites...public & privé), SUPPER (Syndicat unitaire et pluraliste du personnel à Thalès), Sud Caisse d'Epargne, SPASMET-Solidaires (Météo), Sud FR3, Sud ANPE, Sud CT (Collectivités Territoriales), Sud Etudiant, SNUPFEN (Office national des forêts), SNJ (journalistes), Sud Energie (EDF-GDF), Sud Rail.

Nous allons faire une nouvelle mise à jour de la liste de diffusion « SOLIDAIRES 29 » dont l'adresse est: **info-solidaires29@listes.infini.fr**

Compte tenu de l'inflation de mails que nous recevons les uns et les autres, il est demandé de limiter son utilisation aux informations importantes et en lien direct avec notre activité syndicale interprofessionnelle.

2. Action revendicative:

Deux camarades (Pierre-Yves et André) ayant participé au Comité National de Solidaires à Paris les 5 & 6 décembre ont rendu compte des débats. Sans revenir sur l'ampleur des attaques patronales et gouvernementales en cours, qui sont connues, le bilan a porté sur les grèves d'octobre-novembre. Relevons la puissance de la grève prolongée dont aucune direction confédérale ne voulait, le succès du 20 novembre, plus fort que le 18 avec des débuts de convergences. Soulignons le rôle central des AG dans la conduite du mouvement à la SNCF et la participation encourageante de la génération la plus jeune, par contre, la direction Confédérale CGT s'est illustrée en refusant de défendre les régimes spéciaux, en proposant juste avant le début de la grève un premier recul: la négociation secteur par secteur. Les directions CGT ont rivalisé avec la CFDT pour refuser l'épreuve de force et devenir l'interlocuteur du pouvoir, y compris en s'opposant frontalement aux équipes CGT unitaires sur le terrain avec Sud rail et FO. Dans cette lutte difficile, Solidaires n'a pas seulement gagné en notoriété, mais est apparu comme une organisation claire et déterminée sur ses revendications. Après le 20 novembre, c'est à un véritable cassage de grève que ce sont livrés les directions de la CGT. Aujourd'hui, après 3 semaines de négociations à froid, n'ayant rien obtenu, elles font tout pour empêcher que le conflit ne reparte pendant les fêtes !

Sur la question du pouvoir d'achat, malgré le succès du 20 novembre, malgré le nombre de conflits dans le privé sur les salaires, malgré le discours provocateur du gouvernement, les confédérations n'ont donné aucune suite, choisissant scandaleusement de laisser du temps au gouvernement et de laisser retomber la mobilisation.

3. Retraites: la bataille ne fait que commencer

(D'après le rapport de P Kalfa au Comité National) Par répartition ou par capitalisation, on ne finance jamais sa propre retraite. Il n'y a pas de « frigo économique », mais des créances pour l'avenir. Si l'économie ne peut pas payer, il ne restera rien, en réalité, les retraites correspondent toujours à une part du PIB à un moment donné. Dans le cas de la répartition, c'est du salaire socialisé.

En 1950, c'était 5% du PIB, aujourd'hui c'est 12,5% et ce sera 18% en 2040. Ce n'est pas une mauvaise nouvelle. C'est l'allongement de la vie et donc normal de faire UN choix politique d'y consacrer plus d'argent. Le COR (Comité d'Orientation des Retraites) a été utilisé en 2003 pour fournir un diagnostic et le faire partager aux confédérés consentants dans le but de les intégrer à la contre réforme. Il est intéressant de noter que le COR vient de sortir en 2007 un nouveau rapport qui contredit en partie celui de 2003:

- le taux de fécondité ne recule pas, il progresse passant de 1,8 à 1,9 enfant/femme, le COR 2003 avait enregistré le fait que les femmes faisaient des enfants plus tard comme une baisse, alors qu'il n'y a eu que décalage. La fécondité en France est même meilleure qu'en Allemagne ou en Italie
- Le COR 2003 avait prévu un taux de chômage de 8% en 2040, le COR 2007 table sur un taux à 4,5% en 2015, du fait des emplois à remplacer laissés vacants par le papy boom.
- Le solde migratoire sera aussi plus positif que prévu
- L'espérance de vie continue de croître, mais plus lentement
- Résultat: en 2020, il manquerait 1% du PIB pour financer les retraites, sauf que 1% c'est la marge d'erreur de tout calcul prévisionniste, en 2050 ce serait 1,5% avec le maintien des mesures régressives, autant dire: que dalle! Il faut voir que 6 salariés sur 10 sont hors emploi quand ils font valoir leurs droits à retraite aujourd'hui. La réforme de 1993 n'a pas fait travaillé plus longtemps, mais elle a fait baisser considérablement le niveau des retraites (moins 25% pour les gens nés entre 1965 et 70). La baisse est due au calcul sur les 25 années et pas sur le meilleur salaire d'une part, et sur l'indexation sur les prix et pas sur les salaires, d'autre part.

Pour maintenir le niveau des pensions et retraites, il faut trouver 15 points de PIB d'ici 2040, cela ne correspond qu'à 0,37 point par an, ce qui est très faible. On peut, sans toucher à l'investissement et donc à la « santé » des entreprises le trouver dans la poche des actionnaires. Il faut dire et répéter qu'il n'y a AUCUN problème de financement des retraites, il n'y a pas de problème démographique, il y a un seul problème: celui de la répartition des richesses.

La Loi Fillon de 2003, prévoit une révision en 2008 et le passage à 41 annuités, c'est une régression contre le sens de l'histoire, depuis des siècles, le progrès servait à alléger la tâche et réussir à travailler moins. Solidaires doit affiner ses revendications qui doivent unir public et privé dans la perspective de la lutte de 2008 contre les 41 annuités.

A Paris, un camarade, G. Gourguechon s'interrogeait: « une société idéale ne devrait-elle pas réfléchir à la perspective d'un niveau de retraite unique pour tous? » A méditer !

Nous rappelons qu'il y a un excellent quatre pages de SOLIDAIRES national sur le site, ainsi qu'un diaporama SOLIDAIRES très utile.

Sur cette question des retraites, nous ne devons pas prendre de retard pour commencer tout le travail d'explication nécessaire en amont, une réunion publique départementale de Solidaires avec P. Kalfa pourrait être envisagée courant février ?

4. Traité Européen:

Alors que le peuple a rejeté le projet de traité constitutionnel européen par référendum le 29 juin 2005, on veut nous imposer son clône sans nous consulter. C'est un déni de démocratie pour faire passer un texte libéral aux conséquences graves pour les travailleurs, les services publics... Mandat est donné à Youenn pour reprendre au niveau départemental le communiqué de Solidaires national sur cette question.

5. Prud'hommes:

Les élections sont prévues le 3 décembre 2008, les inscriptions sur les listes dès mars. C'est un enjeu colossal pour SOLIDAIRES, il en va de la possibilité ou non de gagner enfin la bataille pour notre représentativité pour les années qui viennent. Personne ne nous fera de cadeaux! En 2002, la campagne avait reposé sur le national, cette fois elle va dépendre de la prise en charge par tous les Solidaires locaux, qui doivent avoir UN-e correspondant-e (pour le Finistère Roger Potin). Des groupes de travail sont mis en place au niveau national: journal et site, question juridiques/fiches techniques, matériel de campagne (logo, affiches...), montage des listes, finances, formation (prévue avant l'élection pour les têtes de listes ayant des chances d'être élues).

La suppression de 63 tribunaux prud'hommes ne devrait pas avoir trop de conséquences pour nous. Il y a 16 millions d'électeurs, notre objectifs doit être clair: PARTOUT OU ON PEUT MONTER DES LISTES, ON SE DONNE LES MOYENS DE LE FAIRE ! En 2003, on couvrait 47% de l'ensemble des listes au niveau national, il faut faire dans ce cas 10% minimum pour espérer dépasser les 5% globalement. Plus on a de listes (75% serait pas mal), plus ce sera facile de dépasser le seuil plus que

symbolique de 5%, et si possible de devancer CFTC, CGC et UNSA. C'est la meilleure démonstration à faire pour la bataille de représentativité.

Au niveau national, 300 listes seraient déjà montées sur les 500 que nous comptons faire.

Dans le Finistère, nous sommes en retard, deux listes seulement auraient été remontées à Paris: Agriculture Brest et Activités diverses Morlaix.

Dans le Finistère, nous avons 3 tribunaux/circonscriptions: Brest, Quimper et Morlaix. Dans chacun, il y a 5 listes: Industrie, Commerce, Agriculture, Activités diverses, Encadrement. Nous devons pouvoir assez facilement monter les listes : Commerce, Agriculture et Activités diverses dans les 3 circonscriptions. Dans ce cas, nous aurions déjà 9 listes sur 15, alors que nous n'en avons que 4 sur 15 en 2002. Mais nous devons aussi prospecter pour tenter de monter les 6 autres.

Un électeur d'une circonscription a le droit d'être candidat sur la circonscription qui est à côté. Ainsi, on peut donner un coup de main au Morbihan ou aux Côtes d'Armor, et inversement! Ou entre Brest et Quimper (on peut aussi par exemple monter la liste Industrie de Quimper – 6 candidats – en la complétant avec des Brestois-e-s...ou inversement).

Pour chaque liste, il y a un nombre de candidat-e-s minimum, et on peut fournir jusqu'au double de candidat-e-s supplémentaires. Il est INDISPENSABLE d'en avoir, car si non, il suffit d'une seule invalidation (candidat non inscrit, inscrit dans un autre conseil, erreur de rattachement...) d'un Nom (ce qui arrive même aux confs !) pour faire tomber toute la liste. Il n'y a pas besoin d'être syndiqué-e pour être candidat-e sur nos listes, on peut l'être dans un soucis de démocratie, pour nous aider à gagner la représentativité.

Nous devons veiller à féminiser nos listes, la parité est notre objectif.

Finances: Solidaires vise un budget égal à 5 fois celui de 2003. Les Fédérations contribuent, toutes les caisses locales, notamment celle qui reçoivent des subventions doivent mettre le paquet, sachant que là où on dépasse les 5% on sera remboursés, il faut quand même trouver de l'ordre de 500 000 euros !

Un dépliant de souscription-spécial-prud'hommes a été sorti pour solliciter sympathisants, collègues de travail, démocrates...on peut en recommander. On doit récolter ainsi 200 000 euros, on n'en est qu'à 20 000.

Un tableau a été fait pour le Finistère qui indique le nombre de candidat-e-s pour chacune des 15 listes, sur la base de 2002. La Commission prud'hommes doit se réunir prochainement (pour y participer contacter Roger: rogerpotinsudptt@wanadoo.fr ou 06 76 60 55 84), elle assurera le suivi du montage des listes et impulsera la campagne qui devra être relayée par TOUS les syndicats. Nous aurons notamment des distributions très massives de tracts (des dizaines de milliers pour le département) pour lesquels il faudra mettre en place beaucoup d'équipes pour distribuer sur les grosses entreprises, zones industrielles, rond points ...

6. Réunion UL Brest:

La récente actualité avec de nombreuses réunions interpro au niveau des UL, a révélé nos graves faiblesses, les mobilisations interpro, comme la campagne prud'hommes qui approche, exigent qu'on réussisse à mettre en place une UL à Brest qui fonctionne vraiment. Nous proposons donc une REUNION d'UL Brest : **JEUDI 20 DECEMBRE à 18 H au local de Solidaires 2 rue Nielly à Brest.** L'objectif est de réunir les militant-e-s les plus actifs parmi nos syndicats sur le Pays de Brest afin de définir et mettre enfin en place un fonctionnement pas trop lourd mais régulier d'UL qui permette à TOUS les syndicats Solidaires de Brest d'y participer. Nous demandons donc aux Syndicats départementaux d'informer leurs adhérent-e-s/militant-e-s brestois-es de cette réunion que nous faisons à une date qui ne devrait pas poser de problème et suffisamment à l'avance. Merci aux brestois de noter tout de suite ce RDV sur leur agenda.

7. Local Quimper:

Le bail a été signé, l'état des lieux fait. Les clés devraient être récupérées sans tarder avec la fourniture de l'assurance à la Mairie. Saluons le boulot fait par tous les camarades qui ont pris à coeur de se battre pour gagner ce local. Il reste à avoir le gaz et l'électricité, à obtenir de la mairie les autorisations des travaux qui peuvent être nécessaires, mais le plus dur est fait. Charge aux différents syndicats de Solidaires à Quimper de voir maintenant ensemble la façon d'avoir les meilleurs aménagements et fonctionnement possibles.

8. Bureau de l'Union Régionale à CAUDAN le 20/12:

La prochaine réunion du Bureau de l'UR Bretagne de Solidaires est prévue le jeudi 20 décembre à Caudan: au Collectif de Kerfléau - Centre de Kerfléau - 56850 Caudan

Ordre du jour proposé par Serge Le Quéau:

- 1- Bilan et suite de notre action du 12 novembre devant le CESR de Bretagne (Réponse du Préfet de Région, recours engagé auprès du T.A de Rennes, bilan du recensement de nos résultats électoraux dans le secteur public et privé dans la région Bretagne démontrant notre représentativité effective, campagne à mener en 2008 sur les nouvelles règles en matière de représentativité, etc.....)
- 2- Compte rendu de notre rencontre avec le Président de la Région Bretagne du 29 septembre puis avec ses conseillers le 16 novembre (Discussion sur l'utilisation en 2008 des subventions régionales. (Préparation du budget, plan de formation à programmer, etc...)
- 3- Situation sociale, action revendicative et stratégies syndicales.
- 4- Préparation de la campagne prud'homale. Qu'elle coordination mettre en place au niveau de la région, qu'elles initiatives prendre?
- 5- Question diverses et calendrier 2008.

9. Date des prochaines réunions de l'UD SOLIDAIRES Finistère:

Mercredi 16 janvier à 9 H au nouveau local de Quimper: 33 avenue de la Libération

Mercredi 13 février à 9 H à Pont de Buis

Mercredi 12 mars à 9 H à Pont de Buis

Mercredi 9 avril à 9 H à Pont de Buis

Mercredi 14 mai à 9 H à Pont de Buis

Mercredi 11 juin à 9 H à Pont de Buis.

Compte rendu & infos: André Garçon

